

France-Allemagne/Diplomatie Merkel reconnaît avoir des "confrontations" avec Macron

AFP
Berlin/Allemagne

En même temps, la chancelière allemande souligne les "énormes progrès" réalisés grâce au couple que son pays forme avec la France.

ANGELA Merkel reconnaît avoir des "confrontations" avec Emmanuel Macron, dans une interview publiée hier par des quotidiens européens.

"Bien sûr, nous avons des confrontations", déclare la chancelière allemande, ajoutant qu'"il y a des différences de mentalité" entre elle et le président français et des "différences dans (leur) compréhension des rôles".

Les deux dirigeants ont eu plusieurs divergences ces derniers mois, du gel de ventes d'armes à l'Arabie Saoudite décidé par l'Allemagne après la mort du journaliste Jamal Khashoggi, au devenir de l'Union européenne, en passant par le Brexit et les reports accordés au Royaume-Uni. La chancelière souligne



Le président Emmanuel Macron avait admis récemment des divergences. La chancelière Angela Merkel vient de le confirmer, évoquant même des «Confrontation».

Photo : AFP

toutefois dans cette interview accordée notamment au Sueddeutsche Zeitung (Allemagne), au Guardian (Grande-Bretagne) et au Monde (France) les "énormes progrès" réalisés grâce au couple franco-allemand, notamment en matière de défense. "Nous avons décidé de développer un avion de combat et un char ensemble. (...) C'est un signe de confiance que de compter davantage les uns sur les autres en matière de politique de

défense", fait valoir Mme Merkel.

Les deux dirigeants avaient également signé en janvier le traité d'Aix-la-Chapelle sur la coopération et l'intégration franco-allemandes. Les relations se sont-elles détériorées ces derniers mois ? "Non, pas du tout", assure Mme Merkel. Mais, admet-elle, les deux dirigeants ont eu des "temporalités différentes".

La chancelière souligne ainsi que lors du discours sur la Sorbonne de M.

Macron, consacré en septembre 2017 à la relance de l'Europe, elle venait tout juste de passer le cap des élections au Bundestag et négociait une nouvelle coalition.

Des reproches lui avaient été adressés, y compris dans son propre camp conservateur, de ne pas avoir saisi les propositions de M. Macron.

Mme Merkel met aussi l'accent sur les différences politiques entre les deux pays : "Je suis la chance-

lière d'un gouvernement de coalition et je suis beaucoup plus dépendante du Parlement que le président français, qui n'a pas du tout le droit d'entrer à l'Assemblée nationale", au nom de la séparation des pouvoirs exécutif et législatif.

Enfin, Mme Merkel juge à une dizaine de jours des élections européennes, qu'il s'agit d'un scrutin "d'une grande importance, une élection spéciale". Beaucoup sont "inquiets pour l'Europe, moi aussi", poursuit-elle.

... Et Macron assume. Emmanuel Macron a assumé hier une "confrontation féconde" avec la chancelière Angela Merkel, qui avait évoqué dans un interview des différences d'approche avec le président français. "Nous devons accepter des désaccords momentanés, de ne pas totalement être d'accord sur tout", a ajouté le chef de l'Etat au cours d'une conférence de presse à l'Élysée, interrogé sur des propos de la chancelière allemande reconnaissant des "confrontations" avec lui.

Venezuela/Crise

Les députés de l'opposition peuvent à nouveau entrer au Parlement

AFP
Caracas/Venezuela

LES députés de l'opposition vénézuélienne pouvaient à nouveau accéder au Parlement hier, un jour après s'être vu bloquer l'accès par les forces de l'ordre, selon les images diffusées sur les réseaux sociaux.

Tout sourire, le chef de l'opposition Juan Guaido, qui préside l'Assemblée nationale et qui accusait la veille le pouvoir de Nicolas Maduro de chercher à "bâillonner" le législatif,

est arrivé en milieu de matinée entouré de ses collaborateurs.

Mardi matin, des effectifs de la police, de la Garde nationale bolivarienne, un corps militarisé, et des services de renseignement (Sebin) avaient été déployés autour du Palais fédéral et en interdisaient l'accès aux députés et aux journalistes, avait constaté l'AFP. Cela avait été justifié par le gouvernement par une alerte à la bombe.

"Hier, la dictature a essayé d'empêcher la tenue de notre session, mais elle n'y est pas arrivée, et elle n'y

arrivera pas. Aujourd'hui, nous allons siéger pour faire honneur au soutien et à la confiance du peuple du Venezuela", a écrit sur Twitter l'opposant, reconnu comme président par intérim par plus d'une cinquantaine de pays.

Plusieurs autres députés de l'opposition étaient arrivés peu avant. Au cours de la session d'hier, les députés devaient débattre des poursuites contre leurs pairs accusés par la Justice d'avoir "activement" soutenu le soulèvement manqué du 30 avril, auquel avait appelé Juan

Guaido. "Nous sommes à l'intérieur. On est entré normalement, on nous a juste demandé de nous identifier", a déclaré à l'AFP le député Arnoldo Benitez. En revanche, les journalistes n'ont pas été autorisés à entrer et "cela nous inquiète car les médias sont un bouclier pour nous", a-t-il ajouté.

Le Parlement est la seule institution vénézuélienne contrôlée par l'opposition à Nicolas Maduro, auquel Juan Guaido réfute toute légitimité.

Mardi, la Cour suprême, accusée d'être aux ordres

du chef de l'Etat, a ordonné l'ouverture de poursuites pénales contre quatre députés d'opposition accusés d'avoir soutenu l'appel au soulèvement, portant à 14 le nombre de parlementaires dans le collimateur de la justice.

Des 14 députés poursuivis, Edgar Zambrano, le vice-président de l'Assemblée nationale, a été arrêté la semaine dernière et transféré dans une prison militaire. Trois députés sont réfugiés dans des résidences diplomatiques et un autre a fui en Colombie voisine.



Photo : AFP

Le président français Emmanuel Macron et la Première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern ont lancé hier à Paris "l'appel de Christchurch" contre la violence en ligne, au moment où Facebook restreint l'usage de sa plateforme de vidéo en direct, dont s'est servi le tueur de Christchurch pour diffuser son attaque.

• Iran/Diplomatie. Tensions dans le Golfe : Téhéran promet une "défaite américano-sioniste"

L'Iran sortira "la tête haute" de l'épisode actuel de tension avec les Etats-Unis, qui, avec leurs alliés israéliens, connaîtront "le goût amer de la défaite", a déclaré hier le ministre de la Défense iranien, le général de brigade Hatami, cité par l'agence semi-officielle Isna.

• Royaume-Uni/Politique. May va se risquer à un nouveau vote

Le Royaume-Uni se prépare pour un nouveau moment de vérité au Parlement : les députés voteront début juin sur un projet de loi sur l'accord de Brexit, présenté par Theresa May, qui pourrait siffler la fin de partie pour son gouvernement.

Espagne/Politique

Les séparatistes catalans torpillent les plans de Sanchez au Sénat

AFP
Barcelone/Espagne

LES séparatistes catalans ont décidé hier d'empêcher le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez de placer, pour la première fois dans l'histoire récente, un Catalan à la tête du Sénat espagnol. Les partis indépendantistes ont "peur des solutions, ils ont peur du dialogue", a aussitôt réagi le dirigeant socialiste lors

d'un meeting de son parti. Le socialiste Pedro Sanchez, vainqueur des législatives du 28 avril, voulait nommer président du Sénat Miquel Iceta, patron des socialistes de Catalogne et partisan d'une sortie négociée de la crise indépendantiste et même d'une grâce pour les séparatistes actuellement jugés pour la tentative de sécession d'octobre 2017 s'ils étaient condamnés. Pour devenir président du Sénat, M. Iceta, actuellement député régional de

Catalogne, doit auparavant être désigné sénateur par les parlementaires catalans, en principe une formalité.

Mais les trois partis indépendantistes ont décidé de mettre leur veto à cette nomination lors du vote prévu ce jeudi au Parlement catalan.

"Pedro Sanchez ne peut pas prendre une décision pour le Parlement de Catalogne et espérer que celui-ci la ratifie", a critiqué hier Sergi Sabria, porte-parole de Izquierda Republicana,

le parti indépendantiste catalan en théorie le plus modéré.

Les indépendantistes reprochent notamment à M. Iceta de ne pas avoir manifesté de sympathie pour les indépendantistes en jugement en allant leur rendre visite dans leur cellule.

Miquel Iceta a annoncé qu'il déposerait un recours devant le Tribunal constitutionnel mais le temps presse car la désignation des présidents de l'Assemblée nationale et

du Sénat est prévue pour mardi prochain, lorsque seront constituées les deux chambres.

Des dirigeants socialistes ont cependant estimé, dans des indiscretions à la presse, que ce veto pourrait leur servir car il démontre qu'ils n'ont pas passé d'accord secret avec les indépendantistes, comme l'en accuse sans cesse l'opposition.